

CIVIL GÉNÉRAL

Plan de classification

BIENS ET PROPRIÉTÉ

- nature et distinction des biens
- abus de droit
- administration du bien d'autrui
- bornage
- copropriété divise
- copropriété par indivision
- droit d'accession
- droit de superficie
- droit d'usage
- emphytéose
- étendue du droit de propriété
- fiducie
- fondation
- mitoyenneté
- possession
- prescription acquisitive
- protection des biens culturels
- servitude
- troubles de voisinage
- usufruit
- divers

CONTRAT (*Voir aussi* OBLIGATIONS)

- classification
- formation
- interprétation
- effets entre les parties
- effets à l'égard des tiers
 - promesse du fait d'autrui
 - stipulation pour autrui
 - simulation
 - divers
- transfert des droits réels, des fruits et des risques
- clauses particulières
 - clause pénale
 - nature juridique
 - distinction
 - obligation accessoire
 - validité
 - modalités
 - dommages-intérêts additionnels

- frais de perception
- lois prohibitives et ordre public
- fonctionnement
 - mise en demeure
 - solidarité
 - réduction
 - recours
 - indivisibilité
 - divisibilité
- circonstances d'application
 - bail commercial
 - contrat d'entreprise
 - contrat de travail
 - hypothèque
 - société
 - vente
 - divers
- clause de non-concurrence
 - validité — raisonnable
 - principe
 - objet
 - durée — portée territoriale
- fonctionnement
 - preuve
 - effet à l'égard des tiers
 - injonction
 - divers
- circonstances d'application
 - bail commercial
 - contrat de travail
 - société
 - vente
 - divers
- clause de non-concurrence accompagnée d'une clause pénale
 - circonstances d'application
 - contrat de travail
 - vente
 - divers
- clause de limitation de responsabilité
- clause résolutoire
- divers
- divers

CONTRAT D'ENTREPRISE

- formation
- résiliation

responsabilité
plan de garantie des bâtiments résidentiels neufs
divers

CONTRAT DE SERVICES

formation
résiliation
responsabilité
divers

CONTRATS SPÉCIAUX

arbitrage
crédit-bail
franchise
jeu, pari et loterie
rente
société
transaction
autres

DÉPÔT ET SÉQUESTRE

INTERNATIONAL (DROIT)

conflit de lois
compétence des tribunaux
forum non conveniens
litispendance internationale
preuve et procédure
jugement étranger
dossiers d'entreprises
organisation internationale
convention internationale
État
divers

INTERPRÉTATION DES LOIS

LIBÉRALITÉS

donation
succession *ab intestat*
testament
 capacité de tester
 formes du testament
 testament notarié
 testament olographe
 testament devant témoins

- divers
- dispositions testamentaires
 - legs
 - légataire
 - divers
- liquidation de la succession testamentaire
 - biens de la succession
 - liquidateur
 - divers
- divers
- substitution
- divers

MANDAT

OBLIGATIONS (*Voir aussi* CONTRAT)

- exécution
 - exécution en nature
 - exécution par équivalent
 - indemnité additionnelle
 - intérêt
 - mise en demeure
 - offres réelles et consignation
 - paiement
 - réduction
 - résiliation
 - résolution
- extinction
 - compensation
 - confusion
 - impossibilité d'exécution
 - libération du débiteur
 - remise
 - autres causes d'extinction
- modalités
 - obligation conditionnelle
 - obligation à terme
 - obligation conjointe
 - indivisibilité
 - divisibilité
 - solidarité
 - obligation alternative
 - obligation facultative
 - divers
- protection des droits du créancier
 - action oblique

- action en inopposabilité
- mesures conservatoires
- sources particulières
 - gestion d'affaires
 - réception de l'indu
 - enrichissement injustifié
- transmission et mutation
 - cession de créance
 - délégation
 - novation
 - subrogation
- restitution des prestations
- divers

PRESCRIPTION EXTINCTIVE

- délai
- interruption
- renonciation
- suspension
- divers

PRÊT

PUBLICITÉ DES DROITS

- effets de la publicité
- immatriculation des immeubles
- modalités de la publicité
- radiation
- divers

SÛRETÉS

- cautionnement
- droit de rétention
- hypothèque
 - principes généraux
 - exercice des droits et recours
 - conditions générales
 - mesures préalables
 - prise de possession à des fins d'administration
 - prise en paiement
 - vente par le créancier
 - vente sous contrôle de justice
 - divers
 - droit transitoire
 - hypothèque conventionnelle
 - principes généraux

- immobilière
- mobilière
 - sans dépossession
 - avec dépossession
 - sur des créances
 - sur navire, cargaison ou fret
- hypothèque ouverte
- divers
- hypothèque légale
 - État et personne morale de droit public
 - personne ayant participé à la construction
 - syndicat des copropriétaires
 - détenteur d'un jugement
 - locateur
 - règles particulières
 - divers
- priorité
- cession de biens en stock et connaissance
- gage (C.C.)
- garantie bancaire
- garantie en vertu de la *Loi sur les pouvoirs spéciaux des personnes morales*
- nantissement (C.C.)
- privilège (C.C.)
- divers

TRANSPORT ET AFFRÈTEMENT

- transport aérien
- transport ferroviaire
- transport maritime
- transport routier
- divers

TRAVAIL

- accidents du travail et maladies professionnelles
 - accident du travail
 - à l'occasion du travail
 - événement imprévu et soudain
 - preuve
 - assistance médicale (*Voir aussi* indemnité, remboursement du coût)
 - champ d'application
 - compétence et preuve (*Voir aussi* procédure)
 - évaluation médicale
 - attestation et rapport
 - cas d'application
 - compétence de la CSST
 - contestation

- compétence du BEM
- procédure
- dispositions particulières aux maladies professionnelles pulmonaires
- examen médical
- principes
 - atteinte permanente
 - consolidation
 - limitation fonctionnelle
- financement
 - classification des employeurs
 - cotisation
 - imputation du coût
 - règles d'imputation et procédure
 - accident attribuable à un tiers
 - incapacité de travail de moins d'une journée
 - désastre
 - employeur obéré injustement
 - lésion survenue à l'occasion des soins
 - maladie professionnelle
 - travailleur déjà handicapé
- indemnité
 - décès
 - dommages corporels
 - remboursement du coût (*Voir aussi* assistance médicale)
 - remplacement du revenu
 - après le 15^e jour
 - calcul du revenu
 - droit du travailleur
 - période initiale de 14 jours
 - réduction ou suspension du paiement
- infractions pénales
- lésion professionnelle
 - cas d'application
 - décès
 - lésion physique
 - lésion psychologique
 - condition personnelle
 - harcèlement psychologique
 - compétence, preuve et procédure
 - cas d'application
 - à l'occasion des soins
 - négligence du travailleur
 - preuve et présomption
 - récidive, rechute ou aggravation
- maladie professionnelle
 - cas d'application

- preuve et présomption
- plainte en vertu de l'article 32 LATMP
 - compétence et principes
 - cause juste et suffisante (motifs invoqués par l'employeur)
 - conditions d'ouverture du recours
 - exercice d'un droit prévu à la LATMP
 - mesures visées
 - plainte valide
 - travailleur et employeur visés
 - preuve et procédure
 - réparation du préjudice
- procédure
 - appel (CALP)
 - contestation (CLP)
 - demande de révision (BRP)
 - instance de révision de la CSST
 - ordonnance de sursis
 - réclamation à la CSST
 - lésion professionnelle
 - maladie professionnelle
 - divers
 - reconsidération d'une décision (CSST)
 - révision (CLP)
 - révision pour cause (CALP)
 - requêtes et ordonnances diverses
- programme de stabilisation économique ou sociale
- réadaptation
 - assignation temporaire d'un travail
 - droit à la réadaptation
 - réadaptation physique
 - réadaptation professionnelle
 - réadaptation sociale
- recouvrement des prestations (CSST)
- retour au travail
 - avantages et conditions de travail
 - durant l'absence
 - lors du retour au travail
 - mise en application du droit
 - refus d'embauche
 - réintégration dans l'emploi
 - réparation du préjudice
- accréditation
 - assujettissement
 - droit à l'accréditation
 - employeur
 - critères de caractérisation du statut

- compétence constitutionnelle de l'entreprise
- entreprise (notion)
- salarié (critères de caractérisation du statut)
- compétence des instances décisionnelles
- précompte syndical
- requête en accréditation
 - caractère représentatif de l'association de salariés
 - délai
 - formalités
 - preuve et procédure
 - divers
- vote au scrutin secret
- révocation d'accréditation
- transmission des droits et obligations
 - conditions et circonstances d'application
 - difficulté d'application
 - preuve et procédure
 - divers
- unité de négociation
 - critères de détermination de l'unité appropriée
 - inclusion ou exclusion de salariés
 - modification de l'unité de négociation
 - divers
- activités de pression
 - activités de pression secondaires
 - grève
 - lock-out
 - piquetage
 - services essentiels
 - divers
- associations d'artistes
 - arbitrage de griefs
 - arbitrage d'une première entente collective
 - reconnaissance
 - divers
- association de salariés et droit d'association
 - défaut de reconnaître (infraction)
 - désaffiliation
 - devoir de représentation du syndicat
 - plainte valide
 - conduite invoquée
 - preuve, procédure et remboursement de frais
 - divers
- ingérence et domination
- formation et fonctionnement de l'association de salariés

- plainte en vertu de l'article 15 C.tr. (congédiement, suspension, déplacement, mesure discriminatoire ou de représailles)
 - compétence et principes
 - cause juste et suffisante (motifs invoqués par l'employeur)
 - conditions d'ouverture du recours (présomption)
 - droits protégés (motifs invoqués par le salarié)
 - employeurs visés
 - mesures disciplinaires visées
 - plainte valide
 - salariés visés
 - divers
 - preuve et procédure
 - réparation du préjudice
 - divers
- assurance-emploi
- Charte de la langue française*
- compétence constitutionnelle
- Commission des relations du travail (CRT)
 - compétence
 - preuve et procédure
 - révision
- Conseil canadien des relations industrielles
 - normes minimales
 - relations du travail
 - santé et sécurité du travail
 - divers
- contrat de travail
 - qualification du contrat
 - clause de non-concurrence
 - congédiement (recours en vertu du code civil)
 - contrat à durée déterminée
 - contrat à durée indéterminée
 - cumul de recours
 - réparation du préjudice
 - calcul de l'indemnité (avantages pécuniaires)
 - abus de droit, dommages exemplaires et préjudice moral
 - délai de congé (préavis)
 - obligation de réduire les dommages
 - divers
- congédiement ou autre mesure (recours en vertu de lois diverses)
 - administrateur de compagnie
 - arbitrage conventionnel
 - éducation
 - fonction publique
 - municipalité
 - policier

- pratiques interdites
- santé et services sociaux
- divers
- formation du contrat de travail
- obligations des parties
- autres recours découlant du contrat de travail
- prescription
- preuve et procédure
- divers
- convention collective
 - applicabilité (*Voir aussi* grief, arbitrabilité)
 - conditions d'existence (avis de désaccord ou de rencontre, dépôt et durée)
 - contenu (conditions de travail, annexe ou entente)
 - différend
 - compétence et principes
 - policiers et pompiers
 - première convention collective
 - divers
 - effets
 - interprétation
 - principes
 - termes
 - maintien des conditions de travail
 - obligation de négocier
 - rétroactivité
 - divers
- décrets de convention collective (*Voir aussi* industrie de la construction)
- équité salariale
- grief
 - activités syndicales
 - libération syndicale
 - précompte syndical
 - représentant syndical
 - divers
 - ancienneté
 - accumulation, acquisition et conservation
 - divers
 - arbitrabilité
 - chose jugée
 - convention collective
 - existence
 - matières non couvertes (mésentente)
 - salariés visés
 - estoppel* ou fin de non-recevoir
 - juridictions concurrentes
 - procédure de grief

- règlement du grief
- statut du plaignant (droit au grief, lien d'emploi, etc.)
 - démission
 - employé en probation
 - retraite
 - fausse déclaration à l'embauche
 - divers
- divers
- avantages sociaux
 - allocations et indemnités
 - assurance collective
 - congé annuel
 - congé de maladie
 - congé pour jours fériés
 - congé sans solde
 - congés spéciaux
 - droits parentaux
 - invalidité
 - lésion professionnelle
 - présence ou témoignage à une audience
 - régime de retraite
 - divers
- changements technologiques ou organisationnels
- compétence de l'arbitre (principes)
 - interprétation ou application des lois
 - mesure disciplinaire ou non disciplinaire
 - procédure d'arbitrage
 - récusation de l'arbitre
 - réparation du préjudice
 - sentence arbitrale
 - réserve de compétence
 - révision judiciaire (compétence exclusive et contrôle judiciaire)
 - divers
- conditions de travail
- droits acquis
- droits de la direction
 - droits résiduaire
 - gestion des ressources humaines
 - embauche
 - évaluation du salarié
 - examen médical
 - fouille
 - règlement d'entreprise
 - surveillance
 - divers

sous-traitance (Voir aussi emploi, travail couvert par la convention collective)

divers

emploi

abolition de poste

affectation du personnel

affichage

catégories

à l'essai (nouveau poste)

à temps partiel

à temps plein

en probation (nouvel employé)

permanent

régulier

temporaire (surnuméraire, occasionnel)

divers

classification des emplois

création de poste

exigences du poste

organisation du travail (Voir aussi changements technologiques)

promotion

supplantation

travail couvert par la convention collective (Voir aussi droits de la direction, sous-traitance)

divers

formation et perfectionnement du personnel

harcèlement psychologique

arbitrabilité du grief

conduite invoquée

preuve

procédure d'arbitrage

réparation du préjudice

divers

heures de travail

garantie minimale

heures supplémentaires

horaire de travail

semaine normale de travail

divers

mesure disciplinaire ou non disciplinaire

compétence et principes

formalités issues de la convention collective

clause d'amnistie

procédure préalable

statu quo ante

suspension provisoire

- divers
- formalités issues de la jurisprudence
 - incident culminant
 - obligation de traiter équitablement
 - progression des sanctions
 - prohibition de la double sanction
 - proportionnalité de la sanction
- manquement du salarié
 - absence du travail (*Voir aussi* alcool, incapacité physique ou psychologique, incarcération, retard)
 - activités de pression
 - activités extérieures
 - alcool et drogue
 - assaut (menaces, bagarre, etc.) (*Voir aussi* langage abusif)
 - conflit d'intérêts (*Voir aussi* incapacité physique ou psychologique, obligation de loyauté)
 - dommages à la propriété de l'employeur
 - dormir au travail
 - fausse déclaration à l'embauche
 - incapacité physique ou psychologique
 - incarcération
 - incompétence
 - infraction criminelle
 - insubordination
 - langage abusif
 - manquement à un règlement d'entreprise
 - moeurs
 - négligence
 - obligation de civilité
 - obligation de coopérer (entre employeur et employé)
 - obligation de courtoisie (envers client)
 - obligation de loyauté
 - retard
 - vandalisme
 - vol et fraude (*Voir aussi* incapacité physique ou psychologique)
 - divers
- mise à pied et licenciement
 - procédure de mise à pied
 - procédure de rappel
 - statut de l'employé
 - divers
- preuve (*Voir aussi* convention collective, interprétation)
 - conditions particulières de recevabilité
 - fait antérieur
 - fait postérieur
 - preuve extrinsèque

- divers
- moyens de preuve
 - document
 - élément matériel
 - témoignage
 - divers
- règles générales
- rémunération
 - coupure de salaire
 - échelle des salaires
 - garantie minimale de salaire
 - gratification (boni)
 - indemnité de fin d'emploi
 - indemnité de présence
 - indemnité de rappel
 - indexation des salaires
 - mode de paiement
 - montant forfaitaire
 - pièce (à la)
 - prime
 - rétroactivité
 - récupération de sommes versées en trop
 - divers
- réparation du préjudice
 - exécution de la sentence arbitrale
 - fixation des dommages-intérêts
 - intérêts
 - obligation de réduire les dommages
 - réintégration
 - divers
- industrie de la construction
 - assujettissement
 - compétence des instances décisionnelles
 - difficulté d'interprétation
 - liberté syndicale
 - qualification professionnelle de la main-d'oeuvre
 - certificat de compétence
 - conflit de compétences
 - licence d'entrepreneur
 - recours à l'arbitrage
 - recours et procédure
 - salaire et autres avantages
 - divers
- normes du travail
 - aliénation d'entreprise
 - avis de licenciement collectif (art. 84.0.1 et ss. L.N.T.)

- congé annuel
- congé pour jours fériés
- congé pour événements familiaux
- définition et champ d'application
- effet sur la convention collective
- heures supplémentaires
- indemnité de préavis (art. 82 et 83 L.N.T.)
 - compétence et principes
 - conditions d'ouverture du recours
 - employeurs visés
 - congédiement, licenciement et mise à pied
 - salariés visés
 - service continu
 - divers
 - motifs invoqués par l'employeur
 - cas fortuit
 - faute grave
 - divers
 - divers
- infraction au C.C.T.
 - ordre de paiement
 - divers
- mode de paiement du salaire
- plainte en vertu de l'article 240 C.C.T. (congédiement injuste)
 - compétence et principes
 - cause juste (motifs invoqués par l'employeur)
 - conditions d'ouverture du recours
 - congédiement (notion)
 - employés visés
 - employeurs visés
 - plainte valide
 - service continu
 - procédure de redressement (inexistence d'une autre)
 - preuve et procédure
 - réparation du préjudice
 - divers
- plainte en vertu de l'article 122, 122.1 ou 122.2 L.N.T. (congédiement, suspension, déplacement ou mise à la retraite)
 - compétence et principes
 - cause juste et suffisante (motifs invoqués par l'employeur)
 - conditions d'ouverture du recours (présomption)
 - éluder (employeur voulant) l'application de la L.N.T. ou d'un règlement
 - exercice d'un droit résultant de la L.N.T. ou d'un règlement
 - retraite obligatoire (abolition de la)
 - saisie-arrêt de salaire

- salariée enceinte
- employeurs visés
- mesures disciplinaires visées
- plainte valide
- salariés visés
- obligations familiales
- absence pour maladie ou accident
- preuve et procédure
- réparation du préjudice
- plainte en vertu de l'article 124 L.N.T. (congédiement sans cause juste et suffisante)
 - compétence et principes
 - cause juste et suffisante (motifs invoqués par l'employeur)
 - conditions d'ouverture du recours
 - congédiement (notion)
 - employeurs visés
 - plainte valide
 - procédure de réparation (inexistence d'une autre)
 - salariés visés
 - service continu
 - divers
 - preuve et procédure
 - réparation du préjudice
 - divers
- plainte pour harcèlement psychologique (art. 123.6 et ss. L.N.T.)
 - compétence et principes
 - conduite invoquée
 - conditions d'ouverture du recours
 - plainte valide
 - divers
 - preuve et procédure
 - réparation du préjudice
 - divers
- prescription des recours
- rémunération
- repos et congés divers
- divers
- responsabilité et obligations
 - Couronne
 - employeur
 - salarié
 - syndicat
 - divers
- santé et sécurité du travail
 - champ d'application
 - chantier de construction

- application et définitions
- avis d'ouverture ou de fermeture
- chantier de grande importance
- Code de sécurité pour les travaux de construction*
- comité de chantier
- inspection
- programme de prévention
- représentant à la prévention
- comité de santé et de sécurité du travail
- compétence, preuve et procédure
- droits et obligations de l'employeur
 - contaminant ou matière dangereuse
 - contrôle, identification et élimination des risques
 - équipement de protection individuelle
 - équipement et aménagement de l'établissement
 - examen de santé
 - formation, information et supervision du travailleur
 - fourniture de matériel sécuritaire et maintien en bon état
 - installations sanitaires et adéquates
 - organisation du travail et techniques sécuritaires
 - programme de prévention
 - rapport d'accident
- droits et obligations du travailleur
 - droit de refus
 - droits généraux
 - obligations
 - retrait préventif (contaminant)
 - retrait préventif de la travailleuse enceinte
 - retrait préventif de la travailleuse qui allaite
- établissement industriel et commercial
- inspection
- plainte en vertu de l'article 227 LSST
 - compétence et principes
 - cause juste et suffisante (motifs invoqués par l'employeur)
 - conditions d'ouverture du recours (présomption)
 - preuve et procédure
 - réparation du préjudice
- infractions pénales
 - preuve et procédure
 - compromettre la santé et la sécurité
- qualité du milieu de travail
- infractions pénales
- outrage au tribunal
- fonction publique provinciale (*Voir aussi* grief (fonctionnaires syndiqués))
- Tribunal du travail (compétence d'appel)
- fonction publique fédérale

régime de retraite
divers

VALEURS MOBILIÈRES

commission des valeurs mobilières
courtage
distribution de produits et services financiers
émission
offre publique
transaction d'initié
divers

VENTE

formation
offre, promesse et autres accords préalables
obligations du vendeur
 obligation de délivrance
 garantie du droit de propriété
 garantie de qualité
 vice caché
 meuble
 immeuble
 vice apparent
 divers
 divers
obligations de l'acheteur
espèces particulières de vente
 vente à l'essai
 vente à tempérament
 vente aux enchères
 vente avec faculté de rachat
 vente d'entreprise
 vente de droits litigieux
 vente de droits successoraux
contrats apparentés à la vente
 bail à rente
 dation en paiement
 échange
divers